



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 19 septembre 2012
Numéro 179

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Le pouvoir s'ingénie face à l'échelle et au budget avec des ressources «théoriques»

An Nahar (Proche du 14-Mars)

Enlèvements pour rançons de la banlieue à la Békaa. An Nahar publie la liste des impôts pour financer l'échelle des salaires

Al Akhbar (proche de la gauche)

Disparition d'un don saoudien

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

Mobilisation américaine pour faire face à des menaces d'Al-Qaïda

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Ils taxent le peuple... mais gonflent leurs salaires

Al Watan (Quotidien syrien non-étatique)

Damas est sécurisé. L'armée anéantit les terroristes à Alep

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

La France craint un «conflit régional» et l'Iran propose des observateurs du «groupe de contact»

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

Craintes de la publication par un hebdomadaire français de caricatures du prophète

L'événement

Liban: la trêve imposée par la visite du pape chancelle

La trêve politique imposée par la visite du pape Benoît XVI commence à chanceler avec la reprise des polémiques stériles, des incidents sécuritaires et des actes de banditisme, avec l'enlèvement de plusieurs personnes dans différentes régions du pays, couplées à des demandes de rançons.

Les appels de Benoît XVI au dialogue, à l'ouverture sur l'autre et à la paix ne semblent pas avoir eu l'effet escompté sur la classe politique. A peine le souverain pontife est-il parti que le chef des Forces libanaises, Samir Geagea, réaffirmait son intention de ne pas participer à la séance du dialogue national prévue jeudi au palais présidentiel. Une attitude sévèrement critiquée par patriarche maronite Béchara Raï, qui a qualifié de «crime contre la patrie» le refus de dialoguer (Voir par ailleurs).

Pendant ce temps, à Tripoli, des mains invisibles tentent de rallumer le feu. La ville a connu ces dernières quarante huit des tirs de grenades et de rafales, dans le but évident de faire monter la tension, ce qui a nécessité un redéploiement musclé de l'armée.

Parallèlement, le 14-Mars intensifie ses critiques contre le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, qui a lancé une campagne pacifique de protestation contre le film islamophobe «L'Innocence des musulmans», qui doit se poursuivre ce mercredi avec une grande manifestation prévue à Tyr. Pourtant, le mouvement de protestation du Hezbollah s'est déroulé jusqu'à présent sans incidents, contrairement aux actes de violences qui ont entaché la manifestation de Tripoli, vendredi dernier, qui a fait un mort et 27 blessés. La foule avait incendié deux enseignes américaines et tenté d'attaquer le sérail.

Sur le plan social, le gouvernement a achevé mardi l'examen des amendements fiscaux proposés par le ministre des Finances, Mohammad Safadi, pour faire face aux dépenses supplémentaires découlant de l'adoption de la nouvelle grille des salaires dans le secteur public, et des dépenses prévues au budget 2013.

M. Safadi a été chargé d'élaborer les projets de loi nécessaires pour trouver le financement de l'échelle des salaires, qui seront examinés lors d'une réunion qui se tiendra en octobre.

Une augmentation de 10 à 12% de la TVA, qui assurerait des rentrées de 731 milliards de livres en 2013, ainsi qu'une hausse de 5 à 7 % sur les intérêts bancaires (260 milliards de livres en 2013), sont prévus pour financer la grille de traitement des salaires de la fonction publique. Le gouvernement a également approuvé un impôt sur les bénéfiques fonciers. Tous les biens-fonds acquis après le 1^{er} janvier 2009 sont imposables dans une proportion de 15%. Les biens-fonds vendus avant cette date subissent une imposition forfaitaire de 4%. La taxation des biens-fonds maritimes rapporterait, quant à elle, 300 milliards de LL escomptés en 2013.

Parmi les autres sources faciles de recettes envisagées figurent l'imposition des numéros d'immatriculation à 3 et 4 chiffres (500000 et 250000 LL); l'augmentation de 100% de la taxe sur les boissons alcoolisées et les spiritueux; l'augmentation de la taxe mécanique; l'augmentation de la taxe sur l'utilisation du mazout; l'amendement des taxes de départ à l'aéroport, pour les voyageurs en première classe et en affaires; l'augmentation du prix des cigarettes.

As Safir

Le patriarche maronite Béchara Raï a qualifié de «grande erreur» la non participation de tous les invités à la séance du dialogue national demain au palais de Baabda. Le prélat a ajouté que «le dialogue est le seul moyen de compréhension pour aboutir à la démocratie». Et Mgr Raï de poursuivre: «Si tous les invités à la table du dialogue croient réellement à la démocratie, ils ne peuvent pas rater ce rendez-vous. C'est un devoir national car le pays ne supporte absolument pas la situation dans laquelle il se trouve. Ni la crise politique, ni la crise économique, ni le désordre sécuritaires et encore moins le phénomène nouveau des enlèvements et l'apparition des armes, ne supportent une absence du dialogue. Je place toute personne qui ne participe pas au dialogue devant ses responsabilités. Je me permets de dire que le fait de ne pas aller au dialogue n'est pas seulement une atteinte à la nation mais un crime contre le pays. Car le responsable doit assumer ses responsabilités».

Le patriarche maronite a rappelé que «le pape nous a invité à aller vers les sommets. Aussi, nous ne devons plus rester dans les marécages des affaires personnelles et des intérêts et calculs futiles. Sortons de ces marécages et allons vers les sommets. La visite du pape a rehaussé le Liban et il est malheureux que des responsables le tire vers le bas. Ils n'ont pas le droit. A mon avis, c'est un crime contre la patrie, quelles que soient les considérations qui sont invoquées».

Mgr Raï a tenu ces propos mardi soir à l'aéroport de Beyrouth avant son départ pour une visite œcuménique en Inde, qui est, selon lui, «la première concrétisation des directives de l'exhortation apostolique signée par Benoit XVI lors de sa visite au Liban. Interrogé sur le fait de savoir s'il joignait sa parole à celle de sayyed Hassan Nasrallah pour appeler les Etats-Unis à ne pas diffuser le film islamophobe, le prélat a répondu: «J'ai devancé le sayyed lorsque j'ai estimé dès jeudi (13 septembre, ndlr), dans une conférence de presse, que ce film porte atteinte à l'islam, à la chrétienté et à toutes les religions. Il faut que cette offense cesse. J'appelle évidemment à la suspension de la diffusion de ce film et j'invite les Nations unies à adopter une résolution interdisant les atteintes à toutes les religions du monde».

Agence France Presse

Le président syrien Bachar al-Assad a reçu mercredi à Damas le chef de la diplomatie iranienne Ali Akbar Salehi, a indiqué l'agence officielle Sana, qui a fait également état d'une rencontre auparavant avec le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem. A son arrivée, le ministre iranien a affirmé à la presse que l'objectif de sa visite était de «consulter» les dirigeants syriens sur la crise. Il a en outre qualifié les relations syro-iraniennes de «très solides».

M. Salehi a en outre regretté l'absence de l'Arabie saoudite à une réunion lundi au Caire du «groupe de contact» régional sur la Syrie (Iran, Egypte, Turquie et Arabie saoudite) à laquelle il avait assisté.

Lors de cette réunion, il avait proposé l'envoi en Syrie d'observateurs des quatre pays pour tenter d'aider à mettre fin aux violences malgré l'échec de missions similaires sous l'égide de la Ligue arabe cet hiver puis de l'ONU.

Sur le terrain, l'armée syrienne bombardait mercredi matin plusieurs quartiers rebelles d'Alep, alors que des combattants rebelles ont annoncé leur retrait de quartiers sud de Damas. Le correspondant de l'AFP à Alep a évoqué «une intensification des combats mardi soir dans la ville» ainsi que «des attaques rebelles contre des centres de sécurité».

A Damas, après des semaines de violents affrontements avec les forces loyalistes, accompagnés d'intenses bombardements, des combattants rebelles ont annoncé «leur retrait des quartiers de Hajar al-Aswad et Assali» dans le sud de la capitale, a affirmé l'OSDH. D'autre part, les rebelles syriens ont pris mercredi le contrôle du poste de Tall al-Abyad à la frontière avec la Turquie (sud-est) à l'issue de violents combats engagés mardi avec l'armée, ont rapporté les médias turcs.

ILS ONT DIT...

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

“Sayyed Nasrallah a calmé

les esprits et à évité les débordements. Les critiques qui lui ont été adressées sont injustifiées. Il est normal de s'emporter lorsque les croyances religieuses sont bafouées, surtout en Orient. Pourquoi il est permis aux États-Unis de s'en prendre aux symboles musulmans, alors que les symboles sionistes doivent être respectés. Sayyed Nasrallah a joué le rôle de pompier. Il a voulu éclairer l'opinion publique sur les véritables intentions de ceux qui ont fait et diffusé le film islamophobe. Je condamne part ailleurs la mort des diplomates américains. Il s'agit d'une position humaine, qui n'a rien à voir avec la condamnation de la politique américaine dans la région (...) L'affaire de la présence des pasdaran iraniens, au Liban, est destinée à occuper l'opinion publique. Si les gardiens de la révolution sont là, qu'on nous les montre.

Laurent Fabius, ministre français des AE

“La situation en Syrie est extrêmement grave. Elle n'est pas simplement locale, mais devient un conflit régional avec des conséquences internationales. Il faut éviter qu'il y ait une contagion au Liban, ce qui est souhaité sans doute par le clan de M. Bachar el-Assad et qui est à juste titre refusé par les Libanais. Si la situation continue de se dégrader en Syrie, ce ne serait pas seulement la Syrie qui paiera, mais aussi la région entière.

Ahmad Hariri coordonne avec cheikh Al-Assir

Selon le quotidien Al-Akhbar, l'Imam de la mosquée Bilal ben Rabah, à Saïda, cheikh, Ahmad Al-Assir, a tenu une réunion de coordination avec le secrétaire général du Courant du futur, Ahmad Hariri, pour examiner avec lui les détails de la manifestations à laquelle le cheikh salafite a appelé à Beyrouth, vendredi, pour dénoncer le film islamophobe.

Affaire Samaha: Sayyed entendu comme témoin par le juge militaire

L'ancien directeur de la Sûreté générale Jamil Sayyed a été entendu mardi à titre de témoin dans l'affaire Michel Samaha par le premier juge d'instruction militaire Riad Abou Ghida. Il est ensuite rentré chez lui. S'exprimant devant les journalistes, il a assuré qu'il n'y a aucune restriction sur ses déplacements à l'intérieur et hors du Liban. « On ne peut plus fabriquer un dossier contre une personne comme c'était le cas en 2005 », a-t-il dit.

Il y a 30 ans, le massacre de Sabra-Chatila

Il y a 30 ans, le monde découvrait avec effroi les images de centaines de femmes, d'enfants et de vieillards assassinés et mutilés par des miliciens chrétiens alliés à Israël dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila. Le carnage fait entre 800 et 2000 morts civils, selon les estimations. En Israël, une commission d'enquête attribue en 1983 la "responsabilité personnelle" mais "indirecte" des massacres à Ariel Sharon, alors ministre de la Défense (AFP).

L'Orient-Le Jour

Scarlett Haddad, journaliste libanaise proche de la majorité

Un diplomate arabe relève le fait qu'en choisissant d'organiser la manifestation lundi, le Hezbollah a voulu montrer qu'il respecte la visite du pape Benoît XVI et qu'il attend qu'elle finisse pour ne pas risquer de la troubler. Cette décision montre la différence entre le Hezbollah et les manifestants de Tripoli qui sont descendus dans la rue et se sont livrés à des actes de violence faisant un mort et plusieurs blessés le jour même de l'arrivée du pape à Beyrouth. D'ailleurs, le début de cette visite a été marqué par les incidents de Tripoli qui ont constitué une sorte de tache noire qui n'a cessé de hanter les responsables sécuritaires. Selon le diplomate arabe en poste au Liban, l'ambassade américaine, qui avait eu vent de la volonté du Hezbollah d'organiser une manifestation de protestation, a aussitôt exprimé ses craintes d'être prise pour cible par les manifestants, et le ministre de l'Énergie Gebran Bassil a été sollicité pour sonder les intentions du Hezbollah. Mais la réponse a été claire: le Hezbollah organise la manifestation dans la banlieue sud et il n'est pas question de s'en prendre aux intérêts américains, ou prétendus tels, dans le coin.

Le diplomate arabe précise que le Hezbollah a ainsi envoyé plusieurs messages à ceux qui veulent les saisir. D'abord, il a exprimé son respect de la communauté chrétienne en refusant de troubler la visite du Saint-Père. Il a ensuite exprimé son respect de l'État libanais puisqu'il n'a pas voulu perturber la visite d'un hôte prestigieux. Ensuite, il a montré qu'il est capable de mobiliser une foule impressionnante en quelques heures (ce n'est que la veille, dimanche soir vers 20 h 30 que sayyed Nasrallah a lancé un appel à la manifestation) et en même temps d'organiser le mouvement de cette même foule sans qu'il y ait le moindre incident. Plus même, le Hezbollah a veillé à la sortie de son chef dans la rue au milieu de ses manifestants, alors que sayyed Nasrallah est régulièrement menacé par les Israéliens. En sortant à l'air libre au milieu des manifestants, il a aussi adressé un message de confiance à ses partisans, confirmant concrètement ce qu'il ne cesse de répéter dans ses discours, à savoir qu'Israël est beaucoup plus faible qu'ils ne le croient.

Le secrétaire général du parti a été clair dans son discours: il ne suffit pas d'exprimer son mécontentement et sa colère. Il faut agir. Il a ensuite développé le processus d'une action efficace visant à obtenir l'adoption d'une loi internationale condamnant toute atteinte aux religions célestes.

Al Akhbar

Des sources militaires ont rapporté qu'un accrochage armé a eu lieu dans la haute montagne de Ersal, dimanche, entre une patrouille de l'Armée libanaise et des miliciens relevant de l'opposition syrienne. Les sources précisent qu'une patrouille de l'armée a croisé une centaine d'hommes armés qui se dirigeaient vers la Syrie à travers ce secteur. Un affrontement éclaté entre les deux parties et lorsque les combattants de l'opposition syrienne ont réalisé qu'ils avaient en face d'eux des soldats libanais, ils se sont retirés vers le territoire syrien.

Les mêmes sources ont établi un lien entre ce groupe de combattants et l'arrestation de 8 miliciens armés dans la région agricole de Kaa, il y a quelques jours, et les raids aériens menés par l'armée syrienne dans la région frontalière, lundi.

Par ailleurs, l'Armée libanaise a circonscrit un accrochage armé qui a opposé des individus proches du Hezbollah et du Courant du futur dans la région de Saadiyat.

Enfin, dans le feuilleton des enlèvements, des inconnus ont enlevé Ahmad Mansour dans la localité de Gaza, dans la Békaa, et ont réclamé une rançon de 15 millions de dollars pour sa libération.